

## RESUME ANALYTIQUE DU PLAN QUINQUENNAL 1982-1986

Une conjoncture économique et financière particulièrement favorable avait précédé le lancement du premier plan quinquennal (1982-1986). Le nouveau boom pétrolier, amorcé en 1979, date du second choc pétrolier après celui de 1973, avait vu le cours du baril de pétrole passer de 13 à 35 \$. En conséquence, entre 1979 et 1982, les revenus pétroliers du Congo étaient passés de 13 à 152 milliards FCFA. Les recettes non pétrolières avaient aussi augmenté, sous l'effet multiplicateur des dépenses publiques en forte hausse.

Le pouvoir politique installé en 1979 avait créé les conditions de retour à la paix civile, qui était menacée à la suite de l'assassinat du président de la république, Marien NGOUABI, en 1977.

Pour le développement du pays, le nouveau pouvoir avait choisi de s'appuyer sur un plan quinquennal (1982-1986), résultant d'un double constat :

- le déséquilibre croissant du peuplement et de l'espace économique, entre l'intérieur du pays et les deux principales villes (Brazzaville et Pointe-Noire) se trouvant aux deux extrémités (Est et Ouest) du pays ;
- la faiblesse endémique de l'appareil productif (d'Etat) existant. Celui-ci souffrait, entre autres, d'une insuffisance de capitaux et d'une mauvaise gouvernance.

C'est en partant de la bonne conjoncture financière et du double constat susmentionné qu'a été élaboré le plan quinquennal (1982-1986).

Les deux objectifs stratégiques du plan quinquennal 1982-1986 étaient :

- la reconquête et le désenclavement de l'arrière-pays dans le dessein d'inverser les mouvements de peuplement ;

- le redressement du secteur d'Etat et le développement du secteur mixte à l'effet de créer des conditions favorables à un réinvestissement productif, réalisé concomitamment par les capitaux publics et étrangers.

De façon un peu plus détaillée, il s'agissait de :

- construire des infrastructures nécessaires à la reconquête de l'espace national, au rééquilibrage économique et humain des régions du pays ainsi qu'au développement de la production et des échanges ;
- créer des bases d'un puissant secteur (mixte) d'accumulation des richesses (hors pétrole) ;
- développer les services collectifs (eau, électricité, transports, ...) et les secteurs sociaux (éducation, santé, recherche scientifique, affaires sociales, jeunesse et sport).

Tout cela constituait le « noyau dur » du plan quinquennal.

Dans les branches dites « hors noyau dur », il y avait à développer : les eaux et forêts ; les mines ; les infrastructures de production d'énergie et d'eau potable ; le commerce ; le tourisme ; l'information ; la culture, etc.

Le financement des investissements du noyau dur du plan était fixé à 750 milliards FCFA (550 milliards en ressources propres et 200 milliards en ressources extérieures). La procédure de pilotage de l'exécution du plan 1982-1986 indiquait, dès le départ, que ce dernier était conçu comme un « plan glissant », dont la maîtrise devrait pouvoir se confirmer avec le temps et l'expérience.

## **NDLR**

Quelques résultats du plan quinquennal 1982-1986 avaient été présentés par le Premier ministre, Ange Edouard POUNGUI, lors de

son discours à l'Assemblée Nationale Populaire, au début de l'année 1987. Ces résultats étaient :

- création de 19.088 emplois dans la fonction publique ;
- 583 km de route bitumés, soit un doublement du réseau national qui était passé de 635,2 km en 1981 à 1218,2 km en 1986 ;
- 25 ponts (longueur totale : 1.800 m) construits (sur le Kouilou, le Niari, le Djoué, la Loufoulakari, la Lékoumou, la Nianga, la Louémé, la Léfini, la Nkéni, l'Alima, la Vouma, le Kouyou, la Likouala-Mossaka, la Mambili, la Lobi, etc.) ;
- 641 logements (dont 327 logements sociaux) bâtis ;
- extension le réseau national de transport d'énergie, moyenne et haute tension, qui était passé de 421 km à 750 km ;
- amélioration du taux de couverture des besoins en eau potable, qui était passé de 40% à 61%. Quinze (15) milliards FCFA avaient été investis dans l'extension du réseau d'adduction d'eau potable de Brazzaville et dans la construction d'une usine de production d'eau potable sur la Djiri ;

Dans l'ensemble, entre 1982 et 1986, les investissements avaient atteint 777 milliards FCFA pour plus de 300 projets. L'effort financier de l'Etat représentait 82,5% de l'investissement total.

La mise en œuvre du plan quinquennal 1982-1986 avait été entravée par le retournement conjoncturel du marché pétrolier survenu en 1983, avec l'effondrement du cours du baril de pétrole. Des déficits budgétaires et d'importants arriérés de paiements étaient alors apparus. Ils avaient conduit à un accroissement de la dette extérieure.

Le service total de la dette, qui s'élevait à 93 millions de dollars en 1980, était passé à 323,1 millions en 1985. Les réserves de change, qui s'élevaient à 127,9 millions de dollars en 1981, n'étaient plus que de 7,5 millions de dollars en 1984, soit moins d'un mois d'importation de biens et services.

D'où l'adoption, en juin 1985, d'un programme d'ajustement structurel sous l'impulsion du Fonds monétaire international.